



Presse Internationale

mensuel – n°58 – mai 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



***Debout les damnés de la terre,
debout les forçats de la faim...***

Les paroles de l'**Internationale**, écrites il y a plus d'un siècle, deviennent actuelles de façon dramatique avec la rébellion des affamés au Burkina Faso (photo), Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Indonésie, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Philippines, Sénégal, etc. p.8

Aussi dans ce numéro : Irak : une guerre de libération nationale p.6
● Premier mai aux Etats-Unis : Non à la guerre p.7 ● La MINUSTAH hors de Haïti ! p.12 ● Elections en Italie, au Paraguay : une option de classe p. 13 ● Nationalisation de SIDOR : une victoire p. 15 ● France : la grève des sans-papiers p. 16

Elections sociales :

pour
la *collaboration*
de classes ou
pour la *lutte*
de classes ?

**Interview avec un
candidat de la STIB**

p.3

1^{er} mai - un jour de lutte



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.



Le premier mai n'est pas un jour de fête. Si aujourd'hui les travailleurs ont congé, auparavant c'était un jour de grève pour les huit heures. Traditionnellement, le premier mai est une journée internationale de lutte pour la classe ouvrière. C'est une journée où l'on commémore les luttes passées, et c'est aussi l'occasion d'initier des discussions de fond sur les combats à venir. C'est ce caractère combatif que nous voulons rappeler et rétablir.

Cette année est marquée par une crise financière de grande ampleur qui semble s'installer pour une longue période, la hausse généralisée du taux d'inflation et une chute du pouvoir d'achat, qui plongent bon nombre de travailleurs et des peuples entiers dans la misère et la famine. En même temps, les entreprises ont affiché des bénéfiques records et nous montrent une fois de plus que les capitalistes entendent toujours plus profiter de la classe laborieuse.

Autour du même soucis de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, dans des dizaines de pays, la classe ouvrière et les plus pauvres ont prouvé leur détermination à lutter et ont manifesté, se sont mis en grève ou ont même du faire face aux forces armées pour s'être rebellés.

La Belgique n'est pas étrangère à ce problème mondial. Depuis le début de l'année, de nombreuses grèves ont éclaté autour de revendications liées au pouvoir d'achat, et certaines ont débouché sur des victoires. Nous saluons ici tous ceux qui se sont engagés de près ou de loin sur le chemin de la lutte, car nous ne voyons pas d'autres alternatives pour obtenir nos droits, seule la lutte paie !

Que font les syndicats ? Le fait que les hauts dirigeants des syndicats aient signés les plans régionaux, responsables de la chasse aux chômeurs, des réductions de charges pour les patrons et de la division entre les travailleurs du Nord et du sud du pays, nous montre bel et bien qu'ils préfèrent collaborer avec les patrons et les institutions politiques pour garder leur place et leurs privilèges. Ces plans ont d'ailleurs été salués dans le « Pacte de solidarité » des organisations patronales. Une journée de manifestation pour le pouvoir d'achat, comme celle du 15 décembre, sans lendemain, ne suffit pas. Les travailleurs, avec ou sans emploi, des trois régions, ont besoin de consolider un rapport de force en unifiant les luttes trop dispersées. Nous sommes plus fort en négociant collectivement devant le patron.

Depuis le Plan global en 1993, le gouvernement a sorti les carburants du calcul de l'index. Cela a un impact important sur le prix de l'ensemble des biens et de l'alimentation, d'autant plus aujourd'hui avec les records du prix du baril. Ce que nous avons besoin, c'est d'un véritable plan de lutte national pour la hausse de notre pouvoir d'achat, un plan d'action syndical combatif, ayant comme première revendication le retour du « pétrole dans l'index ».

**Pour un premier mai
de mobilisation et de lutte !
Pour un plan national combatif
pour le pouvoir d'achat !
Le pétrole dans l'index !**

Ce qu'en pense un candidat de la STIB

Après bien des débats, les élections sociales seront organisées du 5 au 18 mai. Il s'agit d'un moment important pour nos organisations syndicales car les travailleurs sont invités à élire leurs représentants au Conseil d'entreprise (CE) ou au Comité pour la prévention et la protection au travail (CPPT).

Voici des extraits d'une interview d'un correspondant à la STIB, candidat à ces élections pour le CPPT. Vous trouverez le texte complet sur notre site : www.lct-cwb.be.

Qu'en est-il des prochaines élections sociales ?

C'est un truc officiel que les entreprises sont tenues d'organiser, ça se passe tous les quatre ans, tout à fait dans les normes, dans les règles, je veille un peu à ça. Les règles sont respectées et tout, il n'y a pas de soucis de ce côté là.

Bon maintenant, quant à savoir l'efficacité, j'ai une expérience maintenant de quatre ans puisque j'ai été élu pour le CPPT. Au début tu y vas tout feu tout flamme, tu te dis qu'on va changer les choses, mais les maîtres du jeu ce n'est pas nous, ce sont les patrons. Non seulement les patrons, mais en plus au travers du règlement général pour la protection au travail. Les règlements sont parfois tellement vagues que le patron peut se permettre de l'interpréter comme il veut. Ce qui fait qu'on est chaque fois marron dans nos demandes. J'ai constaté quelque chose, c'est qu'on parle de bien-être au travail. Chaque fois que tu touches au bien-être des travailleurs, ils restent sourds : c'est toujours des réponses dans le style, « on va étudier, on va voir », etc. Et puis quand tu reviens un mois ou deux après avec la question : « on a pas eu le temps de finaliser l'étude... ». Et ils te tirent comme ça en longueur en espérant que tu abandonnes, que tu laisses tomber les bras, ça revient systématiquement ce truc là. Cela se passe comme ça quand il s'agit du bien-être des travailleurs, mais lorsque tu soulèves un problème qui est très pointu, je prends pour exemple les mesures pour combattre les incendies, si tu pointes le doigt là-dessus si tu as vu quelque chose qui cloche, tout de suite ils font ce que tu dis parce que là ils y ont intérêts [...]

Avec quatre ans d'expérience, je me rends bien compte que c'est de la poudre aux yeux, comme le Conseil d'entreprise. D'ailleurs c'est clairement dit, les travailleurs, les syndicats ne peuvent que consulter, c'est-à-dire lever le doigt : « Monsieur, je peux poser une question ? », « Oui, allez-y ». Si ce n'est pas trop déroutant, ils vont te répondre, si ça les emmerde, ils envoient ça dans les oubliettes, ou bien ils disent clairement « non, légalement nous ne sommes pas tenu de répondre à ça ». [...]

Le but de tout cela, c'est tout simplement la paix sociale, c'est de donner l'impression aux syndicalistes qu'on les écoute et qu'il y a moyen de faire quelque chose. Sauf que si tu vas bien en profondeur, si tu as bien les pieds sur terre, on est chaque fois blousé.

Etait-ce la première fois que tu t'es présenté pour le CPPT ?

Il y a 4 ans c'était la première fois qu'on m'avait accepté, parce que je m'étais déjà présenté il y a 8 ans, et là le syndicat avait refusé de me mettre sur les listes. Déjà ils m'avaient repéré, et ils disaient : « ça va être un emmerdeur ». Mais comme avec le temps, dans mon organisation, ils se sont aperçus que malgré que je n'arrive pas à entraîner tout le monde, j'ai de plus en plus de poids. Ils savent que je suis à gauche, que je suis communiste, alors ça fait bien à la CGSP d'avoir quelqu'un qui est militant, en fait ils m'utilisent comme guignol tout simplement. Ils disent « chez nous aux syndicats, c'est pas n'importe quoi, on a quand même des gars... » et hop ils citent mon nom et ça fait bien. En réalité ils n'en ont rien à foutre, et si ils peuvent me contrecarrer ils le



font.

Est-ce légal de refuser des travailleurs de s'inscrire sur les listes ?

Je n'ai jamais creusé ça. En tous cas, en ce qui concerne le règlement d'ordre intérieur et le fonctionnement de notre syndicat, j'ai toujours vu que tout le monde peut poser sa candidature, là il n'y a pas de soucis, sauf que c'est filtré. Et qui décide, qui est le filtre ? C'est l'exécutif. Et l'exécutif c'est qui ? Ce sont tous les premiers délégués élus, dans les différentes entités et les différents dépôts. [...]

Alors ce fameux exécutif, ce sont tous ces premiers délégués, qui sont dans la main du bureau syndical, ce sont eux qui font la pluie et le beau temps. Tu as la liste des gens qui se proposent, et là on commence à écrémer « lui oui, lui non, lui oui... ». C'est donc le bureau exécutif qui décide qui va pouvoir aller sur les listes. Moi par exemple, je suis fort remuant, je les emmerde, mais comme ils s'aperçoivent que je suis quand même un tire voix, aux dernières élections j'avais quand même fait le cinquième meilleur score, ce qui est quand même pas mal, ils se sont dit « on ne peut pas le rater parce qu'il va tirer des voix, de toute façon c'est pas dangereux, il n'est pas premier délégué, son courant ne passe pas trop. Du moment qu'il

nous tire des voix, le reste au s'en fout ». C'est comme ça que ça fonctionne.

Pourquoi t'es-tu décidé à te présenter aux élections sociales ?

Comme je l'ai dit, je suis fort déçu et je vois comment ça fonctionne. Alors pour moi maintenant il n'y a plus qu'un but. Je sais que, en admettant que je serais élu, je sais que de toute façon je n'aurai aucun pouvoir. Mais mon but c'est toujours d'essayer quand même de conscientiser ceux qui y sont avec l'espoir que par-ci par-là il y ait une conscience qui va émerger. Le deuxième but c'est aussi quand même d'avoir une protection, parce que ça n'a l'air de rien, mais une protection en cas de conflit, une protection ça aide quand même. [...] Voilà déjà deux bonnes raisons. [...]

Comment s'est déroulée la campagne ?

La campagne, c'est un peu à l'image de la campagne aux Etats-Unis, c'est « je suis le meilleur, voter pour moi... ». Les législatives c'est la même chose. Très peu de travailleurs ont proposé un programme, d'ailleurs ce serait presque inutile parce que très peu de travailleurs prendraient la peine de le lire, de poser des questions. Et alors tout marche au gadget, distributions de bics, distributions de tracts colorés, de petits gadgets pour accrocher ta carte... Uniquement des gadgets, c'est facile, il n'y a rien de consistant. Il n'y a pas un discours politique ou réellement syndical, si ce n'est les phrases bateau qu'ils utilisent à chaque fois. Et ça va même jusqu'au party saucisse boudin. [...] N'importe quoi est utilisé. [...]

Quelle est la relation entre la CCSP, la CGSLB et la CGSP ?

Les permanents des trois organisations s'entendent comme larrons en foire. Evidemment comme il y a toujours des sous à la base, parce que chaque affilié est quand même une cotisation, entre deux élections c'est la guerre pour tirer le maximum

d'affiliés. [...] Pour l'unité des travailleurs c'est raté, c'est surtout le patron que ça arrange, trois syndicats. [...]

Que penses-tu des seuils de 50 et 100 travailleurs pour le CPPT et le CE ?

Ils se réfugient derrière le fait qu'une délégation syndicale n'a pas besoin de 50 travailleurs. On peut très bien instituer une délégation dans une PME de 30 ou 40 personnes. Ce fait là, ils ne peuvent pas s'y opposer, sauf qu'il y a la pression du patron. Dès qu'il y a une délégation dans une PME, ils leur cherchent des poux, ils essayent de les virer. Mais normalement, de par la loi, dans une petite entreprise de moins de 50 travailleurs, on a la possibilité d'instaurer une délégation syndicale. Et les syndicats le disent bien, en fait, le travail du CPPT et du CE peut être repris par cette délégation syndicale, donc en réalité il y a moyen de contourner ces seuils. Sauf que c'est difficile de trouver des gars dans une PME qui sont prêts à aller au casse pipe. C'est ça le problème, ils ne sont pas protégés, il n'y a aucune protection. [...] Dans le fond les syndicats, je ne sais même pas si ça les intéresse. Ils n'aiment pas que les travailleurs soient trop remuants [...]

Trouves-tu ça normal qu'ils acceptent ces seuils ?

[...] Après tout, imagine un peu qu'on ait un CE et un CPPT dans une PME, imagine-toi le pouvoir que ces gens peuvent avoir dans une petite entreprise de 30 ou 40 travailleurs. Déjà pour nous, qui sommes dans une grande entreprise, on se fait rouler dans la farine, où est l'intérêt en tous cas dans la situation actuelle et dans les mois actuels, où est l'intérêt d'avoir un CE ou un CPPT. [...] Du moment qu'il y ait une délégation syndicale c'est déjà pas mal. En plus pour le CE ou le CPPT, il faut être formé pour ça, j'ai tout dû apprendre sur le tas, mais quand tu es combattif, un peu militant, tu vas chercher. [...] Au fond je devrais avoir une bonne formation pour ça,

mais on ne nous les donne pas ces formations là. Moi je ne vois pas l'intérêt d'un CPPT ou d'un CE. De plus en plus, je suis persuadé que c'est vraiment la lutte des travailleurs sur le plan politique qui peut changer les choses, pas ces trucs bidons, c'est de la poudre aux yeux. C'est mon sentiment, je peux me tromper.



Quelles sont les perspectives pour toi pour la lutte au niveau syndical ou politique ?

Moi je suis déçu du CE ou du CPPT, je suis même déçu des syndicats aussi, qui ne sont absolument pas combattifs, et qui servent à chaque fois de couvercle pour étouffer les luttes. Moi je me dis une chose, ce n'est pas vers là qu'on doit aller, ni mettre toutes ses forces. Les syndicats existent, et on peut toujours travailler à l'intérieur en espérant de faire tourner les vents mais ce n'est toujours qu'un espoir. Moi je suis persuadé que c'est vers le combat politique qu'on doit aller. Je pense que c'est ça, que c'est que comme ça que les travailleurs pourront s'en sortir.

N'y a-t-il pas d'autres alternatives pour la lutte syndicale ?

[...] J'essaye maintenant pour une troisième fois de remonter de nouveau un petit groupe, d'essayer de les conscientiser, et à partir de là peut-être que ça pourrait déboucher sur quelque chose de plus solide pour les luttes futures, j'espère que je ne me casserai pas une troisième fois les dents, moi je vois ça que comme ça.

Organiser la « concertation sociale » ou la lutte contre le patronat et son gouvernement ?

Dans la brochure de la FGTB, nous pouvons lire que c'est un *moment fort dans l'entreprises* car ces élections « *garantissent plus de démocratie et de dialogue, indispensables en vue de privilégier la concertation et la négociation.* ». Pour la direction de la FGTB, il ne s'agit pas d'élire ceux qui pourront diriger les luttes. L'optique est clairement la collaboration de classe. Mais, encore une fois, ce n'est pas par la collaboration avec nos ennemis que nous lutterons contre les licenciements, contre l'avancée des plans patronaux amenant plus de flexibilité et de stress au travail. Ce n'est pas comme cela que nous obtiendrons une représentation à partir de 20 travailleurs et plus de pouvoir d'achat pour améliorer nos fins de mois. Pour cela, il faut organiser la lutte à la base, dans chaque entreprise, et non implorer les pa-

trons et se disant un *interlocuteur responsable*. Responsable de quoi ? Responsable, face aux patrons, de ne pas organiser la lutte, de canaliser les actions combattives de la bases dans des négociations et des référendums, responsables d'éviter des « grèves sauvages » ou des « occupations d'usine » ? Pour nous, être responsable, c'est défendre les travailleurs en organisant un rapport de force. C'est assumer la direction des luttes, aussi « sauvages » qu'elles puissent être.

Nous appelons tous les travailleurs à élire des délégués qui sont disposés à organiser les luttes, aussi inévitables que nécessaires, qui vont venir ou ont déjà lieu, et à exiger de leur direction syndicale d'organiser la lutte.

Irak

Violence interethnique ou guerre de libération nationale ?

Le jeudi 17 avril, un attentat contre une tente funéraire dressée autour de deux jeunes irakiens, victimes d'un attentat, a fait 51 morts et 22 blessés, « l'attentat le plus meurtrier en Irak depuis la mi-mars ». 1 Disputes intertribales, auxquelles la force d'occupation essaie de mettre un terme ?

Ce 16 mars, nous commémorons la 5^{ème} année de l'invasion d'un pays souverain, l'Irak, par une coalition militaire menée par l'impérialisme américain. Sur le terrain, la lutte contre l'envahisseur continue plus que jamais. En fait, les « deux jeunes irakiens » étaient des membres de l'organisation « Fils d'Irak », une organisation de collabos avec l'occupant, armée et payée par l'occupant, qui compte plus de 90 mille membres, et qui a comme tâche principale, en marge de l'armée « régulière » irakienne, de semer la terreur et d'orchestrer la haine tribale contre la Résistance. Cette Résistance - toujours identifiée à « Al Qaïda » pour les besoins de la cause - avait exécuté ces deux collabos et avait averti au préalable qu'elle ne tolérerait aucune mobilisation de sympathie avec eux, fut-ce sous forme de funérailles.

Après l'invasion meurtrière pour le pétrole, suivie d'une occupation coloniale du pays, l'impérialisme américain et ses alliés au travers de l'OTAN ont mis en place un gouver-

nement doté d'une armée et d'une police pour réprimer la Résistance. Celle-ci s'amplifiait et unissait des groupes de toutes les confessions religieuses. Dès le départ, il s'agissait de *diviser pour régner* en essayant d'organiser la division de la population sur des bases ethniques et religieuses. A cet effet, des groupes ont été organisés qui prennent pour cible des civils appartenant à l'une ou l'autre communauté religieuse, ne collaborant pas avec l'occupant. Dans le Nord de l'Irak, il y a les « Fils d'Irak », ou les « Citoyens concernés » dont les membres sont payés grassement pour attaquer la Résistance et la population. L'objectif de l'impérialisme est de terroriser la population en la divisant pour couper toute base sociale à la Résistance. Et c'est ce que, finalement, les médias nous présentent comme le « chaos irakien », une lutte de « chiites contre sunnites », de « terroristes fondamentalistes contre des civils innocents ».

En mars 2008, le Premier ministre Nouri al-Maliki, Chiite, avait déci-

dé, avec l'aval de l'occupant et allié américain, de tenter d'asseoir l'autorité du pouvoir central sur la ville méridionale de Bassora, le second centre citadin du pays. Le fait est que cette ville, présentée comme « en proie au chaos », était contrôlée par l'Armée du Madhi, une milice chiite estimée à 60.000 combattants sous la direction de Moktada Sadr, qui exigeait le retrait de toute occupation étrangère. Plusieurs unités de l'armée officielle, elle-même surtout composée de chiites, ont refusé de se battre contre la milice de Sadr et de tirer contre leurs coreligionnaires chiites. Le gouvernement irakien a dû limoger environ 1.300 soldats et policiers qui ont déserté ou refusé de se battre. Pour l'armée américaine, « *les forces de sécurité irakiennes ne sont pas encore assez performantes* ». Le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, Joseph Biden, pour sa part, s'inquiète : « *C'est un peu comme ce qui s'est passé avec le Hezbollah au Liban, où les Israéliens y étaient allés de toutes leurs forces, et le*

Hezbollah avait survécu et en était sorti renforcé. »²

Au début du mois d'avril, les « troubles » se sont étendus à d'autres villes, y compris Bagdad, où l'« Armée du Mahdi » s'est réveillée dans son fief, l'immense quartier chiite déshérité du Nord-Est de la capitale, rebaptisé Sadr-City. Ce quartier « chiite » à été assiégé et bombardé puis pris d'assaut par une armée de... Chiites. C'était l'affrontement entre une armée de chiites, collabos avec l'occupant, et une population chiite, présentée comme des « partisans » de la milice chiite et qui manifestait son soutien à la Résistance.



Une position de classe contre l'impérialisme

Il est normal que l'impérialisme veuille cacher aux travailleurs et aux peuples du monde qu'il s'agit d'une guerre de libération nationale pour le contrôle du territoire, et qu'il la présente comme une lutte interethnique. Mais ce qui est plus troublant, c'est qu'une partie importante de la gauche soutient cette position.

Nous pensons au contraire, qu'en réalité, si l'armée américaine et ses alliés sont embourbés en Irak, si Bush doit geler le calendrier de retrait des troupes, et si la majorité des nord-américains rejette aujourd'hui cette politique d'agression et d'occupation, c'est grâce à la lutte héroïque du peuple irakien, c'est grâce à cette résistance qui lutte pour l'expulsion des occupants et de ses alliés lo-

caux, qui lutte pour la libération de son territoire. Tous les jours, des attaques sont menées contre les troupes occupantes et collabos, contre des oléoducs, contre des irakiens qui travaillent pour l'impérialisme. Il s'agit bel et bien d'une **guerre de libération nationale**, une lutte violente contre la plus grande puissance mondiale, une guerre qui a son lot d'atrocités comme toute guerre, une guerre menée par l'avant-garde d'un peuple opprimé, contre l'impérialisme. C'est une lutte progressiste. Sur ce point, nous revendiquons l'héritage légué par Lénine sur la question nationale. Dans *L'histoire de la révolution russe*, Trotsky explique que « Pour Lénine, une guerre nationale d'émancipation, opposée à une guerre d'oppression impérialiste, était seulement une autre forme de révolution nationale qui, à son tour s'insérait comme un anneau indispensable, dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière du monde entier. »³

La conclusion est que nous devons soutenir cette lutte émancipatrice, comme intégrante du combat de l'ensemble des travailleurs et des peuples pour leur libération de l'oppression capitaliste. En effet, une défaite de l'impérialisme en Irak l'affaiblirait fortement et renforcerait les luttes des travailleurs et des peuples du monde entier. Dans cette guerre, nous nous plaçons d'un côté de la tranchée, celui de la Résistance du peuple irakien.

Cela ne veut pas dire que notre soutien est aveugle. « *Du jugement de Lénine sur les révolutions et les guerres nationales ne découle en tout cas nullement la reconnaissance de quelque mission révolutionnaire de la bourgeoisie des nations coloniales et semi-coloniales.* »⁴ Cette lutte a ses méthodes, ses propres organisations avec ses dirigeants qui

ont des orientations que nous ne partageons pas toujours. Nous sommes conscients qu'il s'agit de directions bourgeoises et que nous devons les critiquer, mais cela ne doit en aucun cas *conditionner* notre soutien à la résistance irakienne contre les armées impérialistes et ses alliés locaux. C'est dans ce sens que nous lui donnons notre soutien *inconditionnel*.

Nous n'avons aucune illusion que ces directions bourgeoises vont mener la lutte jusqu'à son terme, c'est à dire, dépasser finalement l'affrontement contre l'impérialisme par une lutte pour une autre société, socialiste. C'est le devoir des révolutionnaires d'avertir les masses sur la nécessité d'avoir une politique intransigeante face à l'impérialisme. Dans ce débat, les positions de la Troisième Internationale étaient claires, les bolcheviks soutenaient ces mouvements, conscients toutefois que « *seule une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire.* »⁵

En Irak comme ailleurs, la tâche est de construire le parti révolutionnaire pour avancer vers la révolution socialiste, car elle seule nous débarrassera de la barbarie impérialiste. Mais cela se fera dans la lutte concrète contre l'impérialisme, dans la mobilisation pour la libération de l'Irak de l'oppression coloniale, dans la lutte telle qu'elle a lieu, même si nous aimerions qu'elle soit dirigée de façon différente.

¹ Le Soir, 18.04.2008

² Le Soir, 03.04.2008

³ Histoire de la Révolution russe, chap.40 - La question nationale

⁴ Ibidem

⁵ Quatrième congrès de l'Internationale Communiste - Thèses générales sur la question de l'Orient

**Soutien inconditionnel à la résistance irakienne !
Vive la résistance des peuples contre l'impérialisme !**

Etats-Unis Grève portuaire contre la guerre impérialiste

Voici une déclaration du Secrétariat de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, à l'occasion du Premier mai



Les travailleurs américains font un pas très important dans leur lutte contre la politique impérialiste du gouvernement de Bush. L'*International Longshore and Warehouse Union* (ILWU - syndicat international arrimeurs et travailleurs de magasins) a annoncé qu'il fera grève, le prochain Premier mai, dans les ports de la côte ouest des Etats-Unis pour exiger la cessation immédiate de la guerre et des occupations en Iraq et en Afghanistan, ainsi que le retrait des troupes américaines du Moyen-Orient.

C'est la première fois, depuis des décennies, qu'un syndicat américain décide de faire une action de ce type contre les activités et les politiques militaires extérieures du gouvernement approuvées par le Parlement.

Dans une lettre du 22 février, destinée à John Sweeney, président de l'AFL-CIO, la plus grande centrale syndicale américaine, le président de l'ILWU, Robert McEllrath, le met au courant du fait qu'une assemblée syndicale récente, avec des délégués de tous les ports de la côte ouest, a décidé de « *convoquer les travailleurs portuaires à faire un arrêt de travail lors du shift du matin du 1^{er} mai 2008, pour exprimer son opposition à la guerre en Iraq* ».

Cette résolution a une signification très profonde. D'abord, elle ne s'oppose pas seulement à la guerre en Iraq (déjà très impopulaire aux Etats-Unis), mais aussi à la guerre et à l'occupation en Afghanistan (que tous les candidats possibles des deux partis, Hillary Clinton, Barack Obama et John McCain, veulent étendre). La motion approuvée exige aussi le retrait des troupes américaines de toute la région. Elle représente également un premier pas d'un secteur important de la puissante classe ouvrière américaine contre la politique impérialiste de son gouvernement, au sein même-même de l'empire. Enfin, l'action se fait le Premier mai, le jour international de lutte des travailleurs, que la bourgeoisie américaine a essayé d'enterrer dans l'oubli, alors que cette journée trouve son origine aux Etats-Unis mêmes. Ce même jour, sûrement, l'action des travailleurs des ports s'unira avec celle réalisée à cette même date par les travailleurs immigrants dans le pays.

La LIT-QI salue et soutient cette grève des travailleurs du port, convoqués par l'ILWU. Nous appelons d'autres syndicats et organisations ouvrières des Etats-Unis à suivre cet exemple. Nous le faisons avec la conviction que l'unité de tous les travailleurs et des peuples du monde, tant des pays colonisés que des nations impérialistes, fortifie ses luttes et permet d'avancer dans la tâche de mettre en échec l'ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste.

En Belgique...



Pour nous aussi, ce Premier mai est une journée de lutte, une journée pour manifester dans la rue notre soutien aux luttes actuelles de notre classe, en particulier, les luttes pour le pouvoir d'achat, inséparable des luttes des affamés dans différents pays, victimes de la « crise alimentaire ». En janvier 1997, le journal *Solidaire* titrait: « *Le capitalisme, c'est la misère. Il faut le socialisme!* ». Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement d'une prévision claire et lucide de Karl Marx, mais de la réalité dramatique d'un système qui mène des millions d'êtres humains à la famine, à la mort.

Nous invitons tous à manifester dans la rue ce Premier mai, pour soutenir les luttes, pour réaffirmer le besoin des prolétaires du monde entier de s'unir, et éventuellement pour discuter avec nos camarades sur la meilleure façon d'avancer.

solidaire

Revue du Parti du Travail de Belgique - PTB

**Le capitalisme,
c'est la misère.
Il faut le socialisme!**

**Pour un Premier mai de lutte
A Bruxelles : place Van Meenen (St. Gilles) - 13 h
Participez avec vos drapeaux, avec vos tracts**



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°138 - avril 2008 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

Une déclaration de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale
à l'occasion du Premier mai

Le capitalisme en décadence nous mène à la faim et à la misère

Donnons une réponse de lutte ouvrière et populaire à la « crise alimentaire »

Chaque Premier mai, nous, les travailleurs, nous rappelons les « martyrs de Chicago », les batailles pour la journée de travail de 8 heures, et nous rendons hommage à tous ceux qui sont tombés dans les luttes ouvrières et populaires contre l'exploitation et l'oppression capitaliste. Il est d'usage aussi, de revendiquer la nécessité de la révolution socialiste comme la voie pour dépasser les fléaux du capitalisme, et, finalement, de lancer un appel pour promouvoir et soutenir les luttes qui, pour diverses revendications, se développent dans le monde. Cette signification profonde du Premier mai est aujourd'hui plus actuelle que jamais.

Depuis quelques semaines, plusieurs rébellions et soulèvements contre la hausse du prix des aliments ont éclaté dans de nombreux pays du monde. Cette hausse était déjà latente mais elle a connu un saut les dernières semaines, la situation devenant insupportable pour les masses les plus appauvries. Robert Zoellick, le directeur de la Banque Mondiale, a

défini la situation comme « *une des crises alimentaires les plus graves de l'histoire de notre planète* », qui a son origine dans une augmentation générale des prix des aliments de 48%, la dernière année, mais avec des hausses plus importantes pour certains produits comme le riz (75%).¹



Des organismes des Nations Unies, ainsi que la presse, ont signalé des faits de ce type au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Indonésie, Maroc, Mauritanie, Mozambique et Sénégal. La Banque Mondiale a tiré la sonnette d'alarme : « *33 pays feront face à*

des conflits sociaux potentiels à cause de la hausse immense du prix des aliments ». ²

Ces pays font partie du groupe des nations les plus pauvres de la planète et c'est dans ces dernières que les masses les plus appauvries se sont soulevées. Il s'agit d'une véritable « rébellion des affamés du monde ». Selon des données d'organismes spécialisés de l'ONU, environ 800 millions de personnes dans le monde ne mangent pas à leur faim et absorbent moins que le minimum nécessaire pour un être humain. Pour eux, cette hausse des prix ne signifie pas seulement manger un peu moins ou manger une nourriture de moindre qualité, mais être condamnés à mourir d'inanition.

C'est-à-dire que le système capitaliste impérialiste commet un véritable génocide en ce 21^{ème} siècle. Cette « révolte des affamés » représente donc réellement une bataille de vie ou de mort.

Parmi ces soulèvements arrivent au premier plan, celui de peuple haïtien, qui fait face aussi à

l'occupation militaire du pays par les « casques bleus » de l'ONU, et celui de l'Égypte, dirigé par des milliers de travailleurs du textile de la ville de Al Mahalla. Au Sénégal et au Burkina Faso aussi, la classe ouvrière a été au centre des rébellions. Ces pays nous montrent la voie et nous montrent la nécessité urgente que la classe ouvrière du monde entier s'engage dans une réponse ferme de lutte contre le capitalisme, pour sa propre survie physique.

La « crise alimentaire », bien qu'elle affecte essentiellement les pays les plus pauvres, se manifeste dans le monde entier. Au Venezuela, riche en pétrole mais dépendant de l'importation de nourriture, la pénurie et le désapprovisionnement érodent de plus en plus les salaires des travailleurs. Le Mexique, autrefois producteur agricole traditionnel, a perdu sa « souveraineté alimentaire » et est devenu importateur, après des années dans l'Association Nord-américaine de Libre Echange (NAFTA). Actuellement, la populaire « tortilla de maïs » y est devenu un article de luxe.

Au Brésil, grand producteur et exportateur agricole, le prix du principal composant de l'alimentation populaire, le « arroz y feijão » (le riz et les haricots), a grimpé de 207% en une année et de 21%, seulement au cours du dernier mois. Même en Argentine, historiquement la « grange du monde », dont la production est suffisante pour nourrir un nombre de personnes de dix fois sa population, les travailleurs et le peuple souffrent de désapprovisionnement et d'augmentation constante des produits de base. Les pays impérialistes n'échappent pas non plus à la hausse : en Italie et en France, il y

a eu la hausse des prix des pâtes et du beurre ; les Etats-Unis ont été affectés avec une augmentation moyenne de 4%, en 2007, le plus grand indice depuis 1990.³

L'augmentation des prix n'est pas due à la pénurie ou à une chute dans la production. Au contraire, les avances technologiques et la surexploitation de la terre font que la production de cultures et de matières premières alimentaires croisse de plus en plus, à un rythme supérieur à celui de la population mondiale. En même temps, de plus en plus des gens ne peuvent pas les acheter. C'est ce qu'a reconnu Josette Sheeran, directrice exécutive du Plan Alimentaire Mondial de l'ONU : « *Nous sommes confrontés à une nouvelle face de la faim : bien qu'il y ait des aliments dans les magasins, de plus en plus des personnes ne peuvent pas se les permettre* ». ⁴

Les spécialistes prévoient que cette crise n'aura pas de solution rapide et qu'elle peut s'étendre sur plusieurs années, une perspective terrible pour les centaines de millions d'affamés du monde et une



menace de plus en plus dure pour toutes les masses travailleuses et pauvres.

Pourquoi le prix des aliments monte, alors que leur production croît ? La réponse à cette question montre avec une clarté totale le

caractère absolument inhumain et irrationnel du système capitaliste impérialiste dans sa décadence : une concentration de plus en plus grande des marchés, qui fait que quelques entreprises contrôlent tout le commerce mondial d'aliments, en pensant seulement à l'augmentation de leurs profits ; l'*agribusiness* qui se concentre sur quelques produits de prix international élevé sans se soucier des nécessités alimentaires de la population mondiale ; des millions de paysans expulsés de leurs terres ; des matières premières alimentaires qui sont destinées à la production de combustibles ; le marché d'aliments transformé un « casino » par des capitaux spéculatifs et parasites...

La crise économique aggrave tout

La LIT-QI affirme que la hausse des prix et la « crise alimentaire » sont, d'une part, le résultat des tendances structurelles les plus profondes du système capitaliste. D'autre part, cette racine structurelle est aggravée à l'extrême par la crise économique mondiale qui s'approche.

Les gouvernements des pays impérialistes ont déjà dépensé plus de 600 milliards de dollars pour essayer de freiner ou d'atténuer la crise financière mondiale ouverte avec la fin de la « bulle spéculative » sur le marché immobilier des Etats-Unis et d'autres pays. Ils sont prêts à tout faire pour sauver les banques et les compagnies atteintes par cette spéculation, mais non pour résoudre la question de la faim dans le monde. Au contraire, l'augmentation des prix des aliments est une des manières par lesquelles les bourgeoisies essayent que nous, les travailleurs,

payons le coût de cette crise économique.

En même temps, le marché mondial d'aliments se ressemble de plus en plus à un « casino », avec le système des « contrats à terme », un casino rejoint maintenant par de nouveaux « joueurs » : une partie des capitaux qui spéculaient sur le marché immobilier se sont tournés maintenant vers les *commodities*, les matières premières, spécialement le pétrole, les minéraux et les grains, créant une « bulle spéculative », augmentant ainsi artificiellement leur demande et, de cette façon, leur prix.

En outre, les grandes compagnies pétrolières, ainsi que les spéculateurs, profitent de l'instabilité au Moyen-Orient, résultat de l'échec de la politique du gouvernement de Bush dans la zone, pour élever le prix du baril au-delà de 100 dollars, ce qui influence d'une façon directe et indirecte le prix des aliments. Comme dit le proverbe, pour les travailleurs et les masses, jamais deux sans trois.

Le capitalisme ne peut pas résoudre le problème de la faim dans le monde

Face à ces « rébellions de la faim », la première réponse du capitalisme a été la répression féroce exercée par les gouvernements des pays où elles ont eu lieu. Il est vrai qu'en même temps, les organismes internationaux, comme le FMI et la Banque Mondiale, et même les gouvernements impérialistes, ont manifesté leur « préoccupation profonde » et la nécessité de considérer et d'adopter des mesures.

Ce sont des « larmes de crocodile », de la part de ceux qui défendent les intérêts des entreprises qui bénéficient de cette crise, ou de

la part d'organismes qui ont imposé aux pays dominés les politiques économiques qui ont créé les conditions de l'éclatement de cette crise. Ils expriment aussi leur peur que cette « rébellion des affamés » ne s'étende et menace d'agiter le monde jusque dans ses fondations.

Dans le meilleur des cas, ses propositions se limitent à augmenter l'« aide humanitaire » aux pays touchés, une réponse qui, depuis plusieurs décennies, a montré son incapacité totale pour résoudre le problème de la faim dans le monde, parce qu'elle ne modifie



pas les causes profondes qui la produisent, et ne se propose pas de le faire. L'impuissance totale des actions et des déclarations d'organismes comme la FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation) s'avère complètement pathétique.

Au 19^{ème} siècle, Karl Marx a affirmé que le fonctionnement du système capitaliste menait inévitablement « à la misère croissante » de masses de plus en plus nombreuses. Aujourd'hui, cette affirmation se présente à nous dans sa pire perspective : la faim croissante qui affecte des centaines de millions d'habitants de la planète.

Dans les années 90, après la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans les anciens Etats ouvriers, le capitalisme s'est déclara-

ré historiquement « triomphant », comme le seul chemin pour améliorer le niveau de vie de l'humanité. A peine quelques années après ce « triomphe », la « crise alimentaire » et les « rébellions de la faim » nous montrent les extrêmes de la dégradation à laquelle nous mène le capitalisme impérialiste, un système qui n'est même pas capable de garantir le plus élémentaire des droits de l'Homme (la nourriture pour tous les habitants de la planète) et qui condamne des centaines de millions à mourir de faim.

Tant que la production et la commercialisation d'aliments seront contrôlées par les grands groupes internationaux et les grands spéculateurs, il ne sera pas possible de changer cette situation. L'alternative est claire : soit la voracité de profits de ces groupes, soit les besoins et la vie de centaines de millions de personnes. Face à cette alternative, la LIT-QI

se met du côté des pauvres et des misérables du monde, contre les « propriétaires des aliments ».

Seul un système d'économie centrale planifiée, qui utilise rationnellement les ressources existantes et s'organise au service de la satisfaction des nécessités de base des travailleurs et des peuples du monde, pourra définitivement mettre un terme à la faim dans le monde. Pour cela, il est nécessaire d'exproprier toutes les grandes entreprises qui dominent l'économie mondiale. C'est pourquoi, nous réaffirmons notre conviction de la nécessité incontournable et urgente de la révolution socialiste internationale qui met fin au système capitaliste impérialiste.

Alors que nous combattons pour cette perspective, nous som-

mes conscients que les affamés du monde ont besoin de réponses immédiates pour remédier à leur situation désespérée, tout comme ces travailleurs qui voient la faim et la misère comme une menace de plus en plus proche ont besoin de réponses immédiates. Face à cette réalité, la classe ouvrière et les masses du monde ne peuvent pas attendre passivement. Ils doivent combattre pour leur survie physique. Il est indispensable que la

classe ouvrière se mette à la tête de toutes les masses appauvries pour diriger cette lutte.

C'est pourquoi, en ce Premier mai, la LIT-QI lance un appel à toutes les organisations ouvrières, populaires, syndicales et sociales pour organiser et promouvoir cette lutte contre la faim des travailleurs et des peuples. La LIT-QI s'engage à mettre toutes ses forces au service de cette tâche et, en ce sens, propose le programme d'action

suivant. Il s'agit évidemment d'un programme général qui devra adopter des formulations plus concrètes et spécifiques par rapport à la réalité de chaque pays.

¹ *Clarín* (Argentine) du 11.04.2008.

² Cité dans l'article *Crisis de alimentos alarma al mundo*, *El Universal* du 13.04.2008.

³ *Ibidem*.

⁴ *Revueltas de hambrientos*.

- **Contrôle des prix par les organisations ouvrières et populaires.**
- **Pour une échelle mobile de salaires, selon l'augmentation du prix des aliments.**
- **Pour un salaire minimal qui couvre toutes les besoins de base d'une famille (aliments, santé, éducation et logement).**
- **Contrôle ouvrier des grandes entreprises d'aliments. Exigence d'ouverture de leurs livres de comptes aux travailleurs.**
- **Pas de profits avec la faim des peuples ! Expropriation sans paiement des grands monopoles agricoles et industriels d'aliments.**
- **L'alimentation est un droit social, tout comme la santé et l'éducation. Exigeons que l'Etat et les gouvernements le garantissent pour toute la population.**
- **Pour des plans économiques d'urgence destinés à satisfaire les besoins de base de la population, spécialement l'alimentation.**
- **Pour des gouvernements ouvriers et populaires qui appliquent ces mesures.**

San Pablo, le 22 avril 2008

Secrétariat International

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale



La MINUSTAH hors de Haïti !

Voici une **Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs**, face à la répression féroce des troupes de l'ONU en Haïti contre les protestations pour l'augmentation du prix des aliments.

Ces derniers jours, des milliers d'Haïtiens sont descendus dans les rues de Port-au-Prince et d'autres villes haïtiennes pour protester contre les importantes augmentations de prix des aliments, qui aggravent encore plus la pauvreté déjà profonde et la misère dont souffre le peuple de ce pays.

Quelques jours avant la généralisation des augmentations, l'organisation Batay Ouvriye avait dénoncé que la proposition de salaire minimal du gouvernement marionnette de René Preval, 3,95 dollars par jour, était « inacceptable » et qu'aucun travailleur ne pouvait vivre avec



moins de 12 dollars par jour. (Le gouvernement lui-même avait reconnu que, selon ses calculs, le minimum dont avait besoin un travailleur était de 8 dollars.) On a calculé que 80 % des Haïtiens ont un revenu en



dessous de 2 dollars par jour.

Les protestations ont eu un caractère spontané et beaucoup de manifestants se sont dirigés vers le Palais National (siège du gouvernement de René Preval) au cri de « Nous avons faim ». Ils considéraient que ce gouvernement était responsable du prix élevé du riz, des fruits et du lait et ils exigeaient sa démission et le retrait des troupes de l'ONU du pays. En outre, selon des correspondants de presse, à Petit-Goâve (zone sud), les manifestants ont mis le feu à une base de la Minustah.

Quand les manifestants ont essayé d'entrer au siège présidentiel, la police et les troupes de la MINUSTAH ont commencé à tirer sur la foule, selon les journalistes présents « à hauteur de tuer », afin de l'éloigner du périmètre du siège du gouvernement et d'autres bâtiments publics. Tout au long de plusieurs jours de protestation, la répression a déjà laissé un bilan d'au moins 5 morts et des dizaines de blessés.

La LIT-QI condamne cette féroce répression et manifeste toute sa solidarité avec le peuple haïtien. A ce dernier, elle rappelle que ces faits mettent clairement à nu le véritable rôle de force d'occupation de la MINUSTAH en Haïti, au service de l'impérialisme. Loin « d'assurer la paix » dans le pays, comme affirme hypocritement l'ONU, son véritable rôle est d'être le « bras armé » d'un plan pro-impérialiste pour opprimer et exploiter encore plus le peuple haïtien et pour le réprimer violemment s'il proteste contre cette situation.

Cette réalité rend encore plus impérieuse la nécessité de redoubler la campagne pour le retrait immédiat des casques bleus d'Haïti. Il faut l'exiger, en particulier, des gouvernements latino-américains qui, comme ceux du Brésil, du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay ou de la Bolivie, maintiennent leurs soldats dans ce pays, font feu contre les Haïtiens et les assassinent. Nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires, de gauche, anti-impérialistes et démocratiques de réaliser ensemble des activités unitaires pour ces exigences.

Secrétariat International
Ligue Internationale des
Travailleurs
Quatrième Internationale
São Paulo, le 9 avril 2008

Dénonçons la répression féroce des « casques bleus » !

Solidarité avec le peuple haïtien !

A bas le gouvernement marionnette de Preval !

La MINUSTAH hors de Haïti !



Leçons des élections

Les élections du 13 avril se sont polarisées autour du Parti de la Liberté de Berlusconi d'un côté et le Parti Démocratique de Veltroni de l'autre. La « Gauche gouvernementale », qui avait participé au gouvernement de Prodi, s'est présentée comme Arc-en-ciel (essentiellement Refondation communiste). Deux courants issus de Refondation, le Parti Communiste des Travailleurs (PCL - de Ferrando) et Gauche Critique (liée au Secrétariat Unifié) se sont présentés partout grâce au soutien de parlementaires compromis avec le gouvernement Prodi. Le PdAC est parvenu à se présenter dans quelques circonscriptions, où il a réussi à obtenir les signatures requises. Voici des extraits d'une **Déclaration du Comité Central du Partito d'Alternativa Comunista** (PdAC), la section italienne de la LIT-QI.

La gauche gouvernementale disparaît.

La gauche anticapitaliste perd une occasion historique et ne profite pas de la crise du réformisme parce qu'elle se présente divisée à cause du sectarisme du PCL et de Gauche Critique.

Partons des luttes pour construire le parti communiste enraciné dans les luttes, qui n'existe pas encore !

Un des deux pôles patronaux a gagné les élections, et le nouveau gouvernement appliquera donc un des deux programmes, photocopie de l'autre. La seule différence entre les deux est que Berlusconi n'apporte en dot aucun lien avec la bureaucratie syndicale et la social-démocratie, raison pour laquelle la grande bourgeoisie a misé jusqu'à la fin sur le parti de Veltroni.

L'Arc-en-ciel chute en dessous de tout minimum historique et n'aura ni député ni sénateur. Il est probable qu'une partie sera candidat au gouvernement avec le Parti de Ventroni à la prochaine occasion, tandis qu'une autre restera dans le giron gouvernemental avec la justification de l'exigence « de battre la droite ».

La première exigence est donc celle de partir des luttes d'opposition aux deux formations bourgeoises, une opposition fondée sur l'indépendance de classe des travailleurs, des chômeurs, de tous les exploités. Cette lutte commence demain, dans les rues, contre la troisième réédition du gouvernement Berlusconi-Bossi-Fini, auquel la gauche gouvernementale a déblayé le chemin en gouvernant avec les chefs d'entreprise et en paralysant l'opposition de classe.

L'exigence impérieuse est maintenant, plus que jamais, de construire un nouveau parti communiste enraciné dans les luttes. Mais les deux forces électorales qui se sont présentées à gauche de l'Arc-en-ciel dans toutes les circonscriptions,

Gauche Critique et PCL, n'ont pas donné de réponse. Ils ont rejeté la présentation conjointe et ont fait appel aux signatures de parlementaires qui ont soutenu les guerres. Et après tant d'arrogance, ils ont obtenu un résultat proche de 0,5%.

La bataille pour la reconstruction d'un parti communiste avec influence de masses, afin de donner de nouveau aux travailleurs l'instrument de lutte qui manque aujourd'hui, passe donc aussi par la défaite politique des positions caractérisées par les oscillations, l'opportunisme, le sectarisme, et surtout par la constatation que le travail de reconstruction n'en est qu'à ses débuts et que chaque triomphalisme de petites forces - comme nous le sommes tous - est bien hors de propos.

Le PdAC a pris part à ces élections pour développer la propagande sur un programme révolutionnaire.

Si les autres organisations, à gauche de l'Arc-en-ciel, avaient accepté de s'unir dans un bloc électoral, l'unité des forces militantes et des ressources aurait pu représenter, sur le plan électoral et dans la perception de secteurs plus vastes, une alternative plus crédible à la crise du réformisme.

Cela ne fut pas le cas, mais la crise vertigineuse, définitive et sans précédent de la social-démocratie, même dans une situation difficile pour le mouvement ouvrier, met à l'ordre du jour des tâches nouvelles et inconnues pour tous les militants

qui - là où ils se trouvent - veulent travailler à un projet de reconstruction d'une gauche classiste.



Alternative Communiste continuera à combattre pour cette perspective, sans sectarismes et en revendiquant en même temps la nécessité de la clarté programmatique et de la délimitation du réformisme, en rejetant tout compromis. Nous devons construire ce parti communiste et révolutionnaire, internationaliste, de militants, qui n'existe pas aujourd'hui. Nous faisons un appel en ce sens aux milliers d'activistes de Refondation et du reste de l'Arc-en-ciel, qui voient aujourd'hui leurs sacrifices et leur militantisme d'années dispersés par le choix opportuniste et suicidaire des groupes dirigeants de la gauche gouvernementale. Comme Alternative Communiste, nous nous engageons sur ce chemin, en investissant les centaines de nouveaux contacts et de relations, les forces militantes de jeunes et de travailleurs dont dispose notre petit parti, que nous avons augmenté dans cette campagne électorale et qui constituent pour nous le plus important de nos résultats dans une situation générale très difficile pour les travailleurs et la lutte de classes.

Le peuple met l'ANR en échec aux élections

Après 61 ans de règne ininterrompu du *Partido Colorado* (l'Association Nationale Républicaine - ANR, le parti du dictateur Stroessner), les élections du 20 avril au Paraguay ont donné la victoire à la coalition de l'ancien évêque catholique Fernando Lugo avec le PLRA (Parti Libéral Radical Authentique). Toute la gauche avait soutenu cette alliance de front populaire, sauf le Parti des Travailleurs (PT), la section paraguayenne de la LIT-QI, qui avait récolté en moins de deux mois les 12 mille signatures requises pour pouvoir se présenter seul.

Voici une Déclaration de ce parti, trois jours après les élections. (<http://ptparaguay.org>)

Le pays est en présence d'un fait d'une ampleur historique. Le peuple a infligé une défaite électorale extraordinaire au Parti Colorado. Des milliers de travailleurs, de paysans pauvres, de femmes et de jeunes ont manifesté qu'ils en avaient marre de ce parti, à travers le vote pour le tandem Lugo-PLRA.

La joie des célébrations dans la rue manifeste non seulement un espoir énorme dans le nouveau gouvernement, mais aussi la confiance et l'illusion que des millions de compatriotes vont voir s'améliorer leur vie. Le peuple a voté en majorité pour Lugo, parce qu'il souhaite que celui-ci donne un emploi digne pour le travailleur, accorde la terre aux paysans pauvres, mette un terme à la corruption, garantisse la santé et l'éducation gratuites, et récupère la souveraineté nationale.

Le Parti des Travailleurs (PT) respecte profondément les espoirs que le peuple travailleur a dans le futur gouvernement Lugo-PLRA. Toutefois, tout le programme et les alliances de Fernando Lugo, pendant sa campagne, vont en sens contraire aux désirs de changement des masses populaires.

C'est impossible que Lugo fasse une réforme agraire radicale ou qu'il mette en oeuvre un plan économique au service des travailleurs, en ayant comme colonne vertébrale de son gouvernement le PLRA et d'autres secteurs des classes possédantes. Les changements que souhaite le peuple ne seront pas possibles, tant que Lugo continuera à défendre la propriété privée et les investissements des chefs d'entreprise et des grands propriétaires terriens du soya. De même, tout continuera comme avant si le prochain gouvernement est composé par des ministres libéraux et même des *colorados*, selon les accords dont Lugo lui-même a fait état.

Depuis le PT, nous appelons tout le peuple travailleur, les organisations sociales et la gauche en général à ne déposer aucune confiance dans le nouveau gouvernement de Fernando Lugo et du PLRA. Préservons l'indépendance complète de toutes les organisations de notre classe et promouvons des mobilisations pour exiger nos revendications insatisfaites quant à l'emploi, le salaire, les conditions de travail dignes, la terre et la souveraineté.

C'est en allant au service de ces luttes, que nous nous sommes présentés aux élections avec le tandem présidentiel de Julio López et Cynthia Fernández. Nous sommes fiers d'avoir offert la seule alternative indépendante de la classe ouvrière face aux projets des puissants, et d'avoir défendu un programme socialiste révolutionnaire sur la base des bannières TERRE, TRAVAIL et SOUVERAINETÉ.

Aucune confiance dans le gouvernement Lugo-PLRA ! C'est nous, les travailleurs, qui avons mis en échec l'immense appareil électoral du parti Colorado, et cette même force doit maintenant être acheminée vers le renforcement et l'indépendance de nos organisations et, surtout, vers la lutte pour nos droits.

Nous sommes sans doute en présence de changements historiques, où nous, les opprimés de toujours, nous sommes appelés à être protagonistes de notre destin. Des vents nouveaux soufflent, qui annoncent d'importants triomphes du mouvement social dans notre pays. La condition de la victoire est d'avoir confiance uniquement dans nos propres forces et mobilisations. Les élections sont terminées, la lutte commence.

Comité Exécutif National du Parti des Travailleurs
Asunción, le 23 avril 2008



La nationalisation de Sidor : une victoire de la lutte

Nous avons évoqué la lutte des travailleurs de Sidor dans le n° antérieur de PI. Entre-temps, ils ont obtenu une grande victoire, la nationalisation de l'entreprise. Voici une déclaration (légèrement abrégée) de l'Unité Socialiste des Travailleurs, la section vénézuélienne de la LIT-QI

A l'aube du 9 avril, le vice-président de la République, Ramon Carrizalez, a annoncé la nationalisation de Ternium-SIDOR dans une réunion avec des représentants de l'entreprise et du syndicat.

La nationalisation de SIDOR est une conquête de la lutte des travailleurs de cette entreprise et un exemple pour les travailleurs de tout le pays. Elle a eu lieu après presque un an et demi de lutte tenace pour la convention collective, dans laquelle les travailleurs ont fait huit grèves et ont subi, le 14 mars, une répression brutale avec un bilan de 53 arrestations et 13 blessés.

Ce triomphe a eu lieu, à peine quelques jours après la marche du 28 mars à San Felix, qui a réuni plus de 6 mille personnes, suivie le 29 mars par la Rencontre Nationale de solidarité avec les travailleurs de Sidor, avec la participation des représentations de 200 syndicats de tout pays, et le referendum du 1 au 3 avril sous contrôle du syndicat SUTISS, dans lequel les travailleurs ont rejeté la proposition de l'entreprise et ont décidé massivement de continuer la lutte.

L'annonce de la nationalisation de SIDOR n'est donc pas du tout un cadeau du gouvernement Chavez, bien au contraire. En ce sens, nous sommes complètement d'accord avec la déclaration d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'UNT :

« Les vaincus sont l'entreprise multinationale Ternium, ainsi que le gouvernement du président Chavez qui, jusqu'à la semaine dernière, soutenait l'entreprise à travers la position du ministre du Travail, José Ramon Rivero. Nous ne pouvons pas oublier que, dans le cadre de cet appui gouvernemental, l'entreprise avait mis fin aux négociations et prétendait imposer un referendum frauduleux, une intention que les

travailleurs de Sidor ont déjoué en réalisant leur propre referendum autonome, dans lequel les travailleurs ont massivement rejeté la proposition patronale. »[...]

Avec cette victoire, les travailleurs de Sidor sont maintenant plus forts pour combattre pour leur Contrat Collectif de Travail : pour l'augmentation de salaire ; pour l'absorption des 10 mille travailleurs en situation précaire qui travaillent pour des sous-traitants ; et pour l'augmentation rétroactive du minimum des paiements aux pensionnés. C'est le moment indiqué pour réclamer du gouvernement Chavez l'accomplissement immédiat de toutes les revendications pour lesquelles les travailleurs de SIDOR combattent depuis presque un an et demi, ainsi que le renvoi du ministre du Travail, José Ramon Rivero.

Nous ne pouvons pas oublier la répression féroce déchaînée et le fait que beaucoup de travailleurs soient encore mis en accusation et poursuivis par la Justice. Avec l'annonce de la nationalisation, le gouvernement national doit garantir la suspension immédiate de tous les procès juridiques, se compromettre à ne plus utiliser les forces de répression contre le mouvement ouvrier et populaire, et relever de leurs fonctions les ministres de l'Intérieur et de la Défense, responsables pour la répression ensemble avec le gouverneur de la province de Bolivar, Francisco Rangel Gomez, déclaré l'ennemi numéro un des travailleurs.

D'autre part, durant les dernières années, 18 travailleurs de SIDOR sont morts dans des accidents de travail ou par des maladies mises en rapport direct avec les conditions désastreuses et les rythmes hallucinants de travail. Le dernier en date est mort le 25 mars, d'une crise cardiaque à l'intérieur de l'entreprise. Il

faut donc revendiquer aussi l'indemnisation de leurs familles et le jugement et la prison pour les dirigeants responsables pour ces décès.

Quant à la forme de la nationalisation, nous exigeons du gouvernement Chavez une SIDOR étatique à 100%. Les travailleurs ne peuvent pas accepter que la nationalisation de SIDOR se limite simplement à l'achat d'actions par l'Etat vénézuélien et la transformation de l'Etat en actionnaire majoritaire, c'est-à-dire que SIDOR soit transformée en une entreprise mixte de plus, qui aura sûrement comme partenaire l'infâme entreprise italo-argentine transnationale Techint. En même temps, les travailleurs doivent exiger qu'aucune indemnisation ne soit accordée à l'entreprise transnationale. Techint a déjà engrangé des profits juteux de la sueur des travailleurs de Sidor. Elle a acheté l'entreprise à « prix d'occasion » (1.200 millions de dollars) et elle a gagné 500 millions, rien qu'en 2007.

La lutte pour le contrôle ouvrier de SIDOR est intimement liée l'exigence de sa nationalisation. Les Travailleurs de Sidor ne doivent pas accepter qu'une bureaucratie, nommée d'office par le gouvernement national et en accord avec d'éventuels actionnaires privés minoritaires, contrôle l'entreprise. Les travailleurs de SIDOR doivent contrôler la production, la distribution et l'administration de l'entreprise nationalisée.

Finalement, l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST), la section vénézuélienne de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) adhère à la perspective de réaliser une grande manifestation du Premier Mai, indépendamment du gouvernement et des patrons, avec les travailleurs de Sidor dans la province de Bolivar.

Caracas, le 14 avril 2008.

Grève de sans-papiers « On bosse ici, on vit ici, on reste ici. »



Mardi 15 avril, à 8 heures, une centaine de travailleurs sans papiers ont investi le siège de l'organisme de formation des entreprises de nettoyage Faf Propreté, à Villejuif (Val-de-Marne). Au même moment, une vingtaine d'ouvriers en situation irrégulière ont occupé un chantier dans le 13^{ème} arrondissement de Paris. Dans l'Essonne, à Wissous, une quinzaine de salariés sans titre de séjour manifestaient sur leur lieu de travail, une filiale de Veolia propreté. A 9 heures, une quarantaine de salariés de Millenium, société de nettoyage industriel, ont occupé eux aussi leur entreprise, située à Igny, toujours dans l'Essonne. A Paris, un peu plus tard, vingt cuisiniers de la chaîne de restaurant Chez Papa, dans le 10^{ème} arrondissement, et huit autres de Pizza Marzano, dans le 9^{ème}, devaient occuper leurs établissements. Au total, près de 300 travailleurs sans titre de séjour se sont mis en grève illimitée, le même jour, dans cinq départements de l'Île-de-France, occupant le siège de plus d'une dizaine d'entreprises. Un mouvement qui a été organisé et coordonné par une locale de la CGT et l'organisation Droit devant !.



Ces grèves font suite à celles de Modeluxe (octobre 2006), de Buffalo Grill (juillet 2007) et de La Grande Armée (février 2008) qui ont été couronnées de succès (voir Presse Internationale n°46, 50, 56). L'opération est préparée depuis des mois par Raymond Chauveau, secrétaire général depuis deux ans de la CGT à Massy (Essonne).

A la suite d'un décret de juillet 2007, faisant obligation aux employeurs de s'assurer, auprès des préfetures, de l'authenticité des papiers des travailleurs étrangers, de nombreux patrons ont été obligés de licencier leurs employés en situation irrégulière. Ces salariés ont

tous un contrat, possèdent une carte d'assurance maladie, une feuille d'imposition, mais pas de titre de séjour.

Le but de cette opération, c'est la régularisation de « tous les travailleurs sans papiers ». La CGT veut traiter directement avec Brice Hortefeux, ministre de l'immigration, et Xavier Bertrand, ministre du travail. La consigne est claire : pas de négociations avec les préfetures.

« Il faut arrêter l'hypocrisie et mettre un terme à cet esclavage moderne », affirme un communiqué de la CGT, qui demande que « gouvernement et patronat prennent leurs responsabilités ». (AFP 15/04/2008)

Le week-end suivant, le mouvement s'est encore amplifié, avec plus de 500 grévistes dans la restauration, la sécurité ou le secteur du nettoyage.

En Belgique aussi, il est urgent de rapprocher le combat des sans-papiers avec celui des travailleurs avec papiers. Dans ce sens, les syndicats ont une grande responsabilité et devraient prendre exemple sur leurs camarades français.

Sans-papiers au travail Témoignages anonymes

Un **Documentaire** « Sans-papiers au travail - Témoignages anonymes » (45 min.), réalisé avec des sans-papiers de Belgique, est maintenant disponible pour animer des débats sur le thème. Pour organiser une rencontre et la projection de ce film, vous pouvez prendre contact avec

classproduction@gmail.com